

TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • Rue du Marché 37 • 4500 Huy

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT



LA CIBLE A-T-ELLE ÉTÉ ATTEINTE ?

N°106 • MARS 2015

› ISLAS DE PAZ PERÚ
Prolonger l'action d'Iles de Paix



› BURKINA FASO
Tout un programme autour de l'eau



Iles
de
Paix

LE « LOW COST », À QUEL PRIX ?

Voici quelques semaines, l'entreprise irlandaise Primark, le géant de l'habillement « low cost », ouvrait un nouveau magasin à Bruxelles. Prise d'assaut par les consommateurs¹, l'engouement pour cette enseigne atteste une fois de plus que ce mode de consommation prospère, à l'instar du succès de l'incontournable compagnie Ryanair.

Rouler, voler, manger, s'habiller, téléphoner voire se soigner ou s'assurer à bas prix : un mode de consommation en plein essor, et même un nouvel art de vivre. Secteur après secteur, nos sociétés se convertissent au « low cost ».

Certes, ce modèle – dont le principe est de proposer des prix bas grâce à la compression des coûts de production et la simplification du produit – rend accessibles des biens et services fonctionnels à des consommateurs disposant d'un faible pouvoir d'achat. Mais malgré l'engouement qu'il suscite, le phénomène « low cost » pose question.

Primo, il suscite la controverse pour la pression exercée sur les salariés et pour son **impact au niveau social**. Les pratiques de la plus célèbre des compagnies aériennes à bas coûts consistant, par exemple, à imposer aux stewards de payer leur formation ou à assujettir les travailleurs au droit irlandais, moins contraignant, ne sont plus un secret pour personne.

Secundo, à ces dégâts humains s'ajoutent les **conséquences environnementales** de ces modes de consommation et de production qui utilisent des ressources pour produire des

biens de moindre qualité, jetables, qui viennent s'ajouter aux monticules de déchets. Sans parler de cette aberration environnementale qu'est la banalisation de l'avion en tant que moyen de transport désormais aussi courant que le train ou le bus. Un jeu encore davantage faussé par l'exemption de toute taxe pour le carburant d'aviation.

Enfin, en déconnectant le consommateur de la **juste valeur** des biens et des services, le low cost privilégie l'intérêt à court terme. Happés par la logique des prix bas et « grisés » par les possibilités que nous offre ce modèle, nous devenons moins regardants sur la qualité du produit ainsi que sur son coût social et environnemental. Et, à y regarder de plus près, cela ne profite pas toujours à notre portefeuille : combien de voyageurs n'ont pas payé plus cher pour la place en soute de leur valise ou pour un supplément quelconque que pour leur siège dans l'avion ? Combien de paires de bottes à bas prix achetées pour une paire de qualité qui traversera les hivers ? Oui, ce modèle dupe le consommateur mais il banalise surtout un mode de vie où consommer toujours plus devient la norme.

Pernicieux et addictif, un tel mode de consommation nous rend complices d'un système non responsable, non solidaire et qui hypothèque l'avenir de notre planète.

¹ Le jour de l'ouverture du magasin, une file de 300 mètres s'étendait sur la rue Neuve. Des centaines de consommateurs ont patienté plus de 2 heures pour pouvoir acheter des vêtements de la fameuse enseigne.



Laurence Albert
Secrétaire générale

106
Mars
2015

SOMMAIRE

- 4 Action Sud > Pérou : bienvenue à Islas de Paz Pérou
- 5 Action Sud > Burkina Faso : de l'eau pour tous
- 6 Retour sur > Bénin : le bilan de Toucountouna
- 7 Dossier > Les objectifs du millénaire et après ?
- 13 Action Nord > L'indignation en expo et en débats
- 14 Infos Monde > Brèves sans frontières



REJOIGNEZ-NOUS
SUR FACEBOOK

POUR FAIRE UN DON

Belgique :

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an
(45 % du montant total des dons)

GD Luxembourg :

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000
Communication : « Iles de Paix-Luxembourg »

Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

EDITEUR RESPONSABLE > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Laurence Albert, Jacques Bodeux, Gaël de Belelefröid, Christine de Bray, Laurent Deutsch, Olivier Genard, Caroline Lefrancq, Frédéric Léonard, Marie-Luce Preys, Antoine Stasse, Jessica Troupin

GRAPHISME > www.mariefreeres-graphisme.be

ÉDITEUR - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54
info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org - RPM : 408.908.151

IMPRESSION > Van Ruys Printing. Transitions est imprimé sur du papier recyclé
Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)

50^e

UN SOUTIEN V.I.P. POUR NOTRE CAMPAGNE !

Nous avons sollicité des personnalités pour booster la campagne du 50^e anniversaire d'Iles de Paix. Elles furent nombreuses à répondre présent. Sur Facebook, par des messages de sympathie, quelques exploits créatifs ou, carrément, en se prêtant au « périlleux » exercice de la vente de modules. Merci à celles et à ceux qui ont accepté de faire un petit bout de route avec nous et avec nos militants campagne !

PIERRE KROLL



FRÉDÉRIC LOPEZ

« Cette phrase sur le poisson et la pêche nous accompagne depuis si longtemps ! Elle ne cesse de remuer des réflexions, des idées, des projets, des appels au fond de nos consciences. C'est qu'elle est empreinte d'empathie et de bon sens. Une aide efficace !

Je crois avoir vu le père Pire durant mon adolescence. Aujourd'hui nous avons le devoir d'homme responsable et solidaire de poursuivre son action. Il faut **aimer** les autres, on nous l'a appris et l'expérience nous prouve que c'est la seule solution pour survivre, mais il faut aussi changer la lettre « m » en « d » pour ajouter que si on les aime, il faut aussi les **aider** ! 50 ans déjà pour Iles de Paix ! Plus que jamais il faut continuer à apprendre à pêcher. Il faut se donner la main, faire une ronde autour de la planète, quelle que soit notre couleur de peau ! C'est tout simplement l'**espérance** à taille humaine ! »



JACQUES
MERCIER

MERCI À... Charlotte Baut, Eric Boschman, Bruno Coppens, Thierry Culliford et les Studios Peyo, Mathieu Debaty, Gwenaëlle Dekegeleer, Marc Delire, Caroline Dossogne, Juan d'Oultremont, Pierre Doumont, Charlie Dupont, Émilie Dupuis, Elle (la rédaction), Jean-Luc Fonck, François Fornieri, Dan Gagnon, Philippe Geluck, Laurent Gerbaud, Luc Gilson, Paul Gonze, Georges Grün, Thomas Gunzig, Laurent Haulotte, Marcel Javaux, Adrien Joveneau, Kidnoize, Pierre Kroll, Eric Laforge, Caroline Lamarche, Myriam Leroy, Frédéric Lopez, Benjamin Maréchal, Luc Maton, Jacques Mercier, Mister Emma and co, Loïc Nottet, On n'est pas des pigeons, Ivan Paduart, Sophie Pendeville, Anne Pochet, Michel Preudhomme, Fabrizio Rongione, Stereo Grand, Sysmo, Stephan Van Belinghen, Thomas Vanhamme, Laurence Vanhée, Carlos Vaquera, Delphine Ysaye...

UN COURSIER PARMIS VOUS ?

Vous vous en doutez : la récupération du matériel de la campagne n'est pas toujours simple ! Il existe des réunions de clôture certes, mais pas partout. Certains n'ont donc pas la possibilité de ramener leur colis directement. Nous sommes dès lors contraints de nous rendre chez des responsables dans différents coins de Wallonie et Bruxelles. Ce travail de récupération prend un certain temps, qui nous prive de

pouvoir avancer sur d'autres choses (comme le recrutement de nouveaux bénévoles, pour que nos troupes soient plus nombreuses). C'est pourquoi, nous lançons une annonce pour un/plusieurs coursier(s) qui accepteraient, dans leur région et/ou plus loin, de nous donner un coup de main à ce niveau. Vous avez quelques heures ou journées à nous consacrer jusqu'à la mi-avril ? Contactez Olivier au 085 82 33 73 (olivier.detournaij@ilesdepaix.org). Il vous indiquera comment nous apporter une aide incroyablement précieuse ! Les frais de déplacements seront indemnisés. Grand merci !



ISLAS DE PAZ PERÚ

Une nouvelle ONG pour piloter le quatrième programme d'Iles de Paix au Pérou

Pérou



Une première campagne de récolte de fonds 100 % péruvienne.

Poursuivre, prolonger et diffuser l'action d'Iles de Paix au Pérou, telle sera la tâche de l'ONG Islas de Paz Perú qui sera officiellement constituée en avril et pilotera, dès cette année, un nouveau programme de développement dans la région andine de Huánuco.

L'équipe locale d'Iles de Paix au Pérou estime avoir participé à la conception d'un modèle de gestion de projets de développement qui « fait la différence ». Elle a dès lors souhaité constituer une ONG qui se chargera de diffuser et de perpétuer ce modèle au-delà de l'intervention d'Iles de Paix au Pérou, qui devrait s'achever aux alentours de 2020.

UNE ÉQUIPE TRÈS ENGAGÉE

Le processus participatif visant à créer Islas de Paz Perú a démarré en octobre 2013. Au total, une petite vingtaine de personnes, toutes sensibilisées aux valeurs d'Iles de Paix, ont pris part à l'aventure et constitué le groupe « impulseur » : une grande majorité des collaborateurs actuels, mais aussi d'anciens employés d'Iles de Paix, ainsi que des consultants ou des travailleurs d'institutions ayant déjà collaboré avec nous. Ces personnes, très engagées, très sensibilisées au développement de leur région, ont pris part aux différentes étapes de la mise en place de la nouvelle institution, qu'elles ont littéralement construite: rédaction des statuts, du business plan, du plan de viabilité, recherche d'activités génératrices de revenus, etc.

Beaucoup de ces personnes se sont impliquées dans l'organisation de la première campagne de solidarité d'Iles de Paix au Pérou (à Huánuco), qui a eu lieu en décembre 2014 et dont l'ONG locale reprendra l'organisation à partir de 2015.

UN PROGRAMME À DIMENSION RÉGIONALE

Dès cette année, Islas de Paz Perú aura du pain sur la planche, puisqu'Iles de Paix lui confiera l'exécution de son quatrième programme d'intervention dans la région de Huánuco. Un programme un peu différent des précédents, qui ont été menés à l'échelle de trois communes.

En effet, il s'agira cette fois d'un programme à caractère régional qui accompagnera et formera les équipes municipales de dix communes de la région de Huánuco pour le lancement et la gestion de projets de développement. Il s'agit donc bien de diffuser très largement l'expérience et la philosophie d'Iles de Paix à un niveau régional. Si la stratégie de ce programme diffère des précédents, l'objectif visé reste identique : l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Pour ce faire, le programme poursuivra deux objectifs principaux : un cadre de vie plus sain pour les familles (notamment par l'accès à l'eau potable et à l'assainissement) et une agriculture familiale plus rentable et plus durable. C'est un beau défi que s'apprête à relever Islas de Paz Perú, sous la houlette et avec l'aide rapprochée d'Iles de Paix ! ●

LE SOUTIEN D'ILES DE PAIX

Iles de Paix a signé une convention de collaboration avec Islas de Paz Perú. Nous soutiendrons financièrement son démarrage pendant les cinq premières années (2015-2019) de son existence. Au-delà, la nouvelle ONG devrait parvenir à se financer par elle-même, via ses activités ou des cofinancements externes. Tout aussi important : Iles de Paix sera à ses côtés sur le terrain pour accompagner ses premiers pas.



Le témoignage de la sociologue Carmen Canales Palacio, membre du « groupe impulseur » d'Islas de Paz Perú >
www.ilesdepaix.org/transitions

DE L'EAU POTABLE POUR TOUS



Beaucoup de villageois n'avaient pas accès à l'eau potable dans la commune burkinabè de Diapangou. Iles de Paix a collaboré avec la Mairie pour que les besoins de la population soient mieux rencontrés.

Dans bien des villages de la commune de Diapangou, les femmes ne pouvaient s'approvisionner qu'à des mares ou des marigots. On imagine les conséquences en matière de santé et d'hygiène.

Il y avait aussi le problème de l'éloignement des points d'eau. Les femmes et les filles, traditionnellement chargées de la corvée eau, étaient contraintes à effectuer quotidiennement, avec leurs bassins et bidons, de longs déplacements, souvent plusieurs kilomètres.

24 POINTS D'EAU EN PLUS !

L'appui pour un meilleur accès à l'eau potable dans la commune de Diapangou a débuté en 2004. Dix-neuf forages ont été aménagés entre 2004 et 2012. Des comités de gestion, constitués et formés dans les villages bénéficiaires. Les élus municipaux ont reçu des formations sur la réforme de l'eau potable qui confère aux communes la gestion des puits et forages.

Un deuxième programme « eau potable » a été lancé en 2012. Il est en voie d'achèvement.

La population bénéficie de 24 forages supplémentaires (12 nouveaux et 12 remis en état, essentiellement le remplacement des pompes) et la Mairie, d'un service technique ad hoc. Des assemblées des usagers de l'eau ont été formées dans les villages pour une bonne gestion des installations ainsi que des artisans, pour en assurer l'entretien et la réparation.

Il est à noter que la Mairie et les populations se sont fortement mobilisées pour réunir leur quote-part financière (10 % du coût total des travaux) pour la réalisation de tous ces forages. C'est important pour une bonne appropriation des points d'eau.

POUR UNE GESTION DURABLE

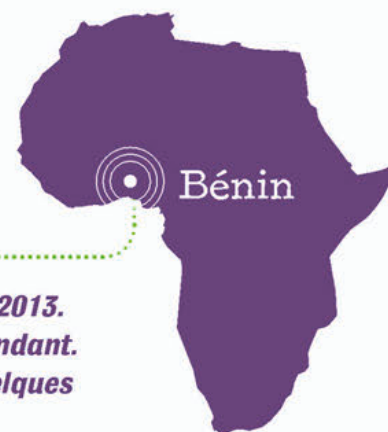
Les assemblées des usagers de l'eau sont chargées de la gestion des points d'eau au niveau des villages. Il leur revient, entre autres, de collecter les redevances des usagers afin de constituer un fonds qui doit permettre de financer l'entretien et, si nécessaire, la réparation d'un forage. Ces ouvrages sont coûteux, il est important qu'ils soient bien gérés pour profiter durablement aux populations villageoises.

Tout un travail est encore en cours avec les responsables municipaux pour qu'ils s'approprient tous les éléments de la réforme de l'eau. Il y a notamment cette question délicate de la fixation du prix de l'eau. Celui-ci doit être raisonnable et raisonné : pas trop élevé, pour que l'eau soit accessible pour tous, mêmes pour les familles les plus démunies, mais suffisant, pour financer l'entretien des installations. ●

Avant la fin de cette année, tous les rouages d'un bon approvisionnement en eau potable dans la commune de Diapangou auront été mis en place : points d'eau plus nombreux et fonctionnant bien, villageois capables de bien les gérer localement, services municipaux pouvant orchestrer l'ensemble de la politique de l'eau de la commune.



TOUCOUNTOUNA : LE BILAN



Iles de Paix s'est engagé à Toucountouna, au Nord-Bénin, de 2002 à 2013. Le bilan de cette intervention a été dressé par un consultant indépendant. Un succès concernant la plupart des critères d'évaluation, mais quelques aspects à tenir à l'oeil pour améliorer nos interventions.



© Jacques Bodeux/IRD

L'appui au maraîchage : l'une des belles réussites du programme Iles de Paix

Une remarque, tout d'abord, portant sur trois des grands principes d'Iles de Paix : *On peut conclure qu'Iles de Paix a contribué à renforcer le self help, le dialogue et la solidarité dans la commune en réunissant les ménages, les producteurs et leurs autorités autour de thèmes pouvant leur apporter une valeur ajoutée.*

REVENUS ET RECONNAISSANCE SOCIALE

Le premier chantier d'Iles de Paix fut l'appui à la culture du maïs, denrée vivrière par excellence. Cette action a porté ses fruits. La production moyenne a augmenté de 500 à 600 kilos par hectare. C'est la superficie moyenne que cultive un ménage. Il eût été intéressant, note le consultant, de favoriser une extension des cultures, mais le manque de main-d'œuvre

et d'animaux de traction constituait un gros obstacle.

Le projet maraîchage s'est aussi révélé pertinent. C'est une activité très rentable, qui procure aux producteurs des revenus additionnels et améliore l'alimentation familiale. Le soutien aux femmes et à leurs activités rémunératrices, par des fonds de microcrédit, puis par des formations techniques et en gestion, n'a pas seulement eu des effets positifs sur leurs revenus. Il a aussi renforcé l'estime de soi des femmes et leur position sociale.

DES ÉCOLES ET UN MARCHÉ

Iles de Paix a permis, en collaboration avec la commune, la construction de sept blocs de trois classes. De quoi accueillir 960 élèves supplémentaires, soit 6 % des enfants de la commune en âge de scolarisation. Cela était bien nécessaire car la population est en très forte croissance, de l'ordre de 3,5 % par an !

Le marché communal, qu'Iles de Paix a équipé de 79 boutiques en « dur » et d'un point d'eau potable, est un autre succès. Il se situe, remarque le consultant, au confluent des trois objectifs que poursuit Iles de Paix : augmentation des revenus des agriculteurs, amélioration des services de base et renforcement de la gestion communale (apport à la Mairie en taxes et redevances).

CE QU'IL FAUT TENIR À L'ŒIL

Le premier objectif d'Iles de Paix est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des familles. Cela prêche, selon le consultant, à confusion. On peut très bien augmenter les stocks alimentaires disponibles, sans pour autant générer des revenus additionnels significatifs si l'appui au stockage et à la commercialisation n'est pas suffisant. Autre remarque : trop d'activités menées de concert par une équipe réduite. Ne conviendrait-il pas de se concentrer sur quelques thématiques, ou alors de collaborer avec d'autres intervenants ? La collaboration avec des partenaires locaux, comme des associations de producteurs, ne fut pas toujours couronnée de succès. Les capacités de ces partenaires n'ont-elles pas été surévaluées ? S'est-on suffisamment soucié de les renforcer ?

Ces remarques éclaireront les nouveaux programmes en cours, depuis début 2014, dans trois nouvelles communes de la région. ●



Des témoignages d'habitants de Toucountouna >
www.ilesdepaix.org/transitions

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE SURVIVRONT-ILS À 2015 ?



On a beaucoup parlé des Objectifs du Millénaire pour le développement.
Ce sont huit grands objectifs adoptés en 2000 dans le cadre de
la Déclaration du millénaire de l'Organisation des Nations unies.
193 États membres de l'ONU et au moins 23 organisations
internationales étaient résolus à les atteindre pour 2015.

On allait voir ce qu'on allait voir !

Quel bilan peut-on tirer à quelques mois du terme de l'opération ?

Que se passera-t-il ensuite ?

2000-2015 : un bilan aux allures de frémissement

+

3

1

2

4

6



OBJECTIF 1 > Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

L'ambition était de réduire de moitié la proportion de pauvres et de malnutris sur Terre. Les résultats sont contrastés. La part des pauvres dans la population aura bien diminué de moitié (de 36 à 18 % de la population) tandis que la proportion de la population des pays en développement souffrant de la faim n'est passée que de 24 à 14 % de 1990 à 2012. L'évolution remarquable de la Chine masque le fait que la situation ne s'améliore que trop lentement en Afrique subsaharienne.



OBJECTIF 2 > Assurer l'éducation primaire pour tous

Il s'agissait d'offrir à tous les enfants, partout dans le monde, les moyens de terminer le cycle complet d'études primaires. On enregistrait 90 % d'enfants scolarisés dans les régions en développement en 2012 (pour 80 % vingt ans plus tôt). Les enfants vivant dans des zones en proie à des conflits, les filles des ménages ruraux pauvres et les enfants ayant un handicap restent les plus susceptibles de ne pas être scolarisés. Notons que derrière cet apparent progrès se cachent une augmentation du taux d'abandon (environ un tiers) et une qualité de l'enseignement encore trop souvent déficiente.



OBJECTIF 3 > Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Le souhait était d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire avant 2005, puis à tous les niveaux d'enseignement pour 2015. L'évolution a été considérable en Asie du Sud (égalité parfaite pour l'enseignement primaire), mais reste insuffisante en Afrique subsaharienne, en Océanie et en Asie de l'Ouest.

Nombre de filles pour 100 garçons, dans les pays en développement	1990	2012
Enseignement primaire	86	97
Enseignement secondaire	77	96
Enseignement supérieur	69	99



OBJECTIF 4 > Réduire la mortalité des enfants

On espérait réduire de deux tiers, par rapport à 1990, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Cet objectif ne sera pas atteint. Le taux de mortalité infantile n'a diminué « que » de moitié. C'est en Afrique subsaharienne qu'il reste le plus élevé (98 décès pour 1000 naissances vivantes en 2012, mais en venant de 177 en 1990...).



Le rapport 2014 du PNUD sur les OMD >
www.ilesdepaix.org/transitions



Chaque année, le Programme des Nations unies pour le développement publie un rapport sur l'avancement des programmes visant les Objectifs du Millénaire pour le développement. On trouvera dans ces deux pages les éléments notables du rapport 2014. Au total, si la vie de très nombreuses personnes a changé, le monde semble encore loin du compte et les progrès enregistrés sont inégaux selon les régions. L'Asie du Sud-Est, par exemple, présente des résultats très encourageants. Son poids démographique considérable pousse les chiffres globaux à la hausse. Cela a tendance à dissimuler le fait que l'Afrique subsaharienne reste à la traîne.

5 8

7

—



OBJECTIF 5 > Améliorer la santé maternelle

L'objectif était de réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle. C'est un échec. En 1990, 430 femmes mouraient pour 100 000 naissances dans les pays en développement. Elles étaient encore 230 en 2013.

Il s'agissait aussi d'atteindre l'accès universel aux soins de santé procréative. Or le PNUD note que si « la plupart des femmes enceintes des régions en développement sont examinées au moins une fois durant leur grossesse par du personnel soignant qualifié, seulement la moitié d'entre elles reçoit les quatre visites prénatales recommandées ». Les grossesses d'adolescentes ont certes diminué, mais demeurent beaucoup trop nombreuses. En Afrique subsaharienne, on comptait encore, en 2011, 117 naissances pour 1 000 jeunes filles de 15 à 19 ans.



OBJECTIF 6 > Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Le nombre de nouvelles infections au VIH a certes diminué de près de moitié dans le monde, mais on est loin de l'objectif affiché d'enrayer la propagation du VIH/sida, voire d'inverser la tendance. L'accès au traitement antirétroviral s'est bien développé. Le PNUD estime que « le monde est sur le point d'atteindre la cible (maîtrise de la maladie) contre le paludisme », mais, ajoute-t-il, « de grands défis doivent encore être surmontés. Notons encore que le nombre de nouveaux cas de tuberculose décline.



OBJECTIF 7 > Assurer un environnement durable

Le bilan n'est pas bon : des millions d'hectares de forêts sont perdus chaque année, les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent à croître et les ressources en eau sont de plus en plus rares. Certes, les zones protégées sont en augmentation, mais elles restent insuffisantes pour inverser la tendance à l'extinction de nombreuses espèces.

Il s'agissait de réduire de moitié le pourcentage de la population n'ayant pas un accès durable à l'eau potable et à un assainissement de base. Cet objectif a été atteint en 2012 grâce aux progrès enregistrés dans le Sud et dans l'Est de l'Asie, mais la situation reste critique en Océanie et en Afrique subsaharienne.

Enfin, l'objectif d'améliorer sensiblement les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis a été atteint, mais le nombre de personnes vivant dans de tels logements précaires augmente.



OBJECTIF 8 > Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Cet objectif – qui engage les pays riches – est le seul à ne pas avoir été doté de balises chiffrées. Son atteinte est dès lors une question d'appréciation. Le PNUD se réjouit que l'aide publique au développement des pays de l'OCDE a atteint son plus haut niveau. Il note toutefois que l'aide est de moins en moins orientée vers les pays les plus pauvres. La charge de la dette des pays en développement, en proportion des recettes tirées des exportations, a été divisée par quatre de 2000 à 2007, puis se maintient au même niveau.



Bon bulletin pour l'école.

Jean qui rit ? Jean qui pleure ?

L'optimisme du PNUD n'est pas universellement partagé. Plusieurs objectifs visaient la réduction de moitié de tel ou tel problème. On peut, dès cet instant, soit se réjouir du verre à moitié plein, soit regretter qu'il soit à moitié vide. Quand les progrès ne se trouvent pas à la hauteur des espérances, on peut à nouveau soit acclamer l'amélioration, soit pleurer que trop de vies soient encore atteintes.

En outre, il faut rappeler que la population mondiale aura crû d'un tiers entre 1990 et 2015. Cela signifie à la fois que des efforts plus importants doivent être entrepris pour atteindre une cible et une augmentation du nombre absolu de personnes qui restent sur le carreau.

Enfin, d'aucuns estimeront que l'indignité n'est pas affaire de nombre. Selon eux, il ne resterait qu'un seul être humain à souffrir de la faim alors que c'est évitable, le scandale demeurerait entier. Il n'y aurait plus qu'un seul enfant à perdre prématurément la vie, la honte de l'humanité serait, à leur estime, intacte.

Raison de plus, disent les résolus, pour se mobiliser encore et encore !



La mortalité maternelle demeure préoccupante.

2015, et après ?

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas atteints. Qu'y a-t-il lieu de faire ? Prolonger les objectifs existants pour se donner le temps nécessaire pour les atteindre ? S'imposer plus d'obligations de moyens que de résultat ? Renoncer à embarquer toute l'humanité dans une telle aventure collective en privilégiant les actions individuelles des États ? Imposer au contraire un programme plus contraignant pour toutes les parties ?

Les Nations unies devraient s'accorder, courant 2015, sur un nouveau programme provisoirement baptisé « post-2015 ». Depuis quelques années, les différentes organisations s'activent afin de faire entendre leur voix. Chacune veut retrouver sa thématique de prédilection parmi les OMD ou ce qui en tiendra lieu à l'avenir. Cela confère à celle-ci une légitimité considérable et d'importantes ressources y seront désormais consacrées. À titre d'exemple, les OMD ont été l'une des balises centrales de l'évaluation des projets (les siens propres comme ceux des ONG) que la coopération belge au développement a soutenus. Rien n'est définitivement acquis, mais les observateurs discernent des scénarios plus probables.

D'UNE GRANDE MESSE À L'AUTRE

« Rio+20 » est le nom abrégé de la Conférence des Nations unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012, vingt ans après le Sommet de la Terre de Rio. À cette Conférence « Rio+20 », les dirigeants mondiaux, des milliers de participants venus du secteur privé, des ONG et d'autres groupes ont réfléchi à la manière de réduire la pauvreté, promouvoir la justice sociale et assurer la protection de l'environnement sur une planète qui est de plus en plus peuplée.

Il s'agissait d'une occasion historique pour dégager des pistes pouvant mener à un avenir durable, porteur de davantage d'emplois, de sources d'énergie non polluantes, d'une plus grande sécurité et d'un niveau de vie convenable pour tous. Les avis divergent sur le succès de la conférence.



LES 12 OBJECTIFS ÉVOQUÉS PAR LE GROUPE DE HAUT NIVEAU

1. Éradiquer la pauvreté
2. Renforcer les capacités des filles et des femmes et atteindre l'égalité entre les sexes
3. Fournir un enseignement de qualité et une formation tout au long de la vie
4. Assurer des vies saines
5. Assurer la sécurité alimentaire et une bonne alimentation
6. Atteindre un accès universel à l'eau et à l'assainissement de celle-ci
7. Procurer de l'énergie durable
8. Créer des emplois, des revenus durables et une croissance équitable
9. Gérer durablement les ressources naturelles
10. Assurer la bonne gouvernance et l'efficacité des institutions
11. Garantir des sociétés stables et pacifiées
12. Créer un environnement mondial favorable et renforcer le financement à long terme

QUAND NEW YORK ÉPOUSE RIO...

Le monde se trouve confronté à deux défis colossaux. Le premier est de permettre à toute sa population de vivre dans la dignité. C'est à une partie de ce chantier que s'attaquaient les OMD. Il reste de la besogne. Le deuxième est le défi écologique : il est impossible, compte tenu des ressources de la Terre, que chacun vive comme il aspire à le faire. Cette question a été discutée pour la première fois par un large panel de représentants des États et d'organisations publiques et privées à Rio en 1992. Depuis, plusieurs réunions internationales ont eu lieu, notamment en vue de ralentir le changement climatique. Ce fut le cas de l'initiative Rio+20 (voir encart).

Les deux questions sont si indissociables que l'Organisation des Nations unies envisage de les regrouper dans un vaste programme dénommé « Objectifs du développement durable ».

C'est à tout le moins la recommandation du Groupe de haut niveau sur l'après-2015 qui, dans son rapport *A new Global Partnership : Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development*, propose 12 objectifs au Secrétaire général des Nations unies. Ils sont sous-tendus par cinq idées maîtresses.

La première est que tout le monde, sans discrimination, doit avoir un accès effectif à ses droits humains fondamentaux.

La deuxième est que toutes les initiatives prises doivent l'être dans une perspective de développement durable.

La troisième est une profonde transformation des économies en vue de créer des emplois et une croissance qui bénéficie à tous.

La quatrième est de garantir la sécurité en construisant la paix et renforçant les institutions.

La cinquième, enfin, est d'insuffler au niveau mondial un réel esprit de solidarité et de coopération.

UNE AMBITION CONSIDÉRABLE

Les « représentants » de la société civile européenne ont dressé, en février 2014, une liste de 25 éléments qu'ils jugent absolument cruciaux dans la perspective de « l'après-2015 ». Le risque existe donc d'aboutir en fin de compte à un inventaire à la Prévert, succession de vœux pieux destinés à calmer toutes les revendications. Il faut souligner le caractère interdépendant – accru dans un monde globalisé – des dimensions économiques, sociales, environnementales, culturelles, politiques, juridiques, spirituelles et techniques et la nécessité conséquente de les prendre toutes en considération. Toutefois, mener de front un nombre trop important de chantiers peut porter préjudice à leur impact et, ainsi, décevoir les attentes.

Pourtant, on le sent aux craquements du monde (montée des extrémismes, replis identitaires, besoin de sécurité, inégalités indécentes, etc.) et au climat semi-insurrectionnel qui s'y impose progressivement, il y a urgence à apporter sans tarder une réponse aux aspirations des peuples. Car les atteintes aux droits humains telles que la faim ou la pauvreté – qui sont techniquement évitables – sont révoltantes. La communauté internationale a le devoir d'agir effectivement car les opinions publiques n'accepteront plus longtemps de tels scandales.

JUSTICE GLOBALE

La leçon, pour les acteurs de coopération au développement tels que les ONG, n'est pas seulement qu'il faut désormais intégrer un nombre croissant de paramètres, notamment environnementaux, dans leur travail. C'est aussi, et surtout, de comprendre que le temps d'une coopération basée sur la croissance économique est révolu. Il faut désormais raisonner et agir en termes de justice globale. ●

Il est question dorénavant de la promotion d'un développement durable. Le mythe d'une croissance économique indéfinie a du plomb dans l'aide et, dès lors, l'illusion que les standards de vie propres aux pays développés puissent être transposés sur l'ensemble de la planète. Et pourtant, il faut tendre vers l'avènement d'une justice globale...



Alexander De Croo : Des objectifs ambitieux pour l'après-2015

Alexander De Croo est le ministre fédéral de la Coopération au développement. C'est lui qui négocie, au nom de la Belgique, la suite des Objectifs du Millénaire pour le développement.



Quel bilan tirez-vous des Objectifs du Millénaire pour le développement ?

Le bilan des OMD est mitigé. Dans l'ensemble, on peut dire que les avancées sur les OMD ont été considérables. Sur une génération, l'accès à la nourriture, à l'enseignement, aux soins de santé, à l'eau, à l'énergie et aux technologies de l'information et de la communication s'est considérablement amélioré. Tous ces éléments sont devenus disponibles pour des centaines de millions de personnes qui n'y avaient pas accès auparavant. Néanmoins, la communauté internationale ne parvient pas encore à offrir suffisamment de biens et de services élémentaires à des centaines de millions de personnes qui y ont en principe droit en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Dans un temps pas trop lointain, il doit être possible d'éradiquer totalement l'extrême pauvreté et la faim. L'objectif d'une scolarité primaire universelle a presque été atteint, sauf en Afrique subsaharienne. D'autres objectifs liés à la santé et à l'accès à l'eau et aux infrastructures sanitaires devraient aussi être atteints à court terme. Dans toutes ces matières, les progrès sont restés réguliers, malgré un rythme parfois ralenti. Il est surtout question de persévérance et de temps.

Entretiens, les discussions sur le cadre de développement post-2015 battent leur plein. Au niveau belge, nous avons surtout mis l'accent sur les inégalités et le thème de la protection sociale. Ces deux aspects nous semblent cruciaux pour la réalisation des OMD non encore atteints. J'ai aussi l'intention de miser sur plusieurs objectifs ambitieux : (1) un système multilatéral qui soit adapté à ses objectifs, plus flexible, mieux équipé pour faire face aux nouveaux défis; (2) un travail digne et une protection sociale, de manière à, par exemple, pouvoir mettre fin à l'exploitation dans les usines textiles de l'Est et du Sud; (3) de l'attention pour les droits à la santé sexuelle et reproductive sans occulter les thèmes controversés, tels que la limitation des naissances, car nous ne pouvons pas ignorer l'impact particulièrement lourd de l'explosion démographique sur un jeune continent comme l'Afrique; (4) de l'attention pour les nouvelles opportunités offertes

par la numérisation, car un programme de développement qui ne tiendrait pas compte du potentiel de la révolution numérique ne serait pas tourné sur l'avenir.

Tout cela implique aussi la disparition du clivage entre pays développés et pays en développement. Ce nouveau programme devra être réellement mondial et le succès de l'approche passera par la prise en compte des aspirations de tous les pays et de tous les groupes de population qui se sentent exclus des centres de pouvoir et de décision traditionnels.

On parle beaucoup de prolonger les Objectifs du Millénaire pour le développement par des Objectifs du développement durable. Quelle est la position de la Belgique sur cette évolution ?

Il ne s'agit pas simplement de prolonger les OMD en faisant des ODD des sortes d'OMD+. Certes, il faut tenir compte des OMD et reprendre les objectifs qui n'ont pas été atteints. Mais, le cadre post-2015 est beaucoup plus vaste et doit répondre au monde d'aujourd'hui, qui est très différent de celui de la fin des années '90. L'agenda post-2015 doit être universel, normatif et ambitieux pour répondre à ces défis. Ce n'est plus un agenda Nord-Sud, mais un agenda intégré qui reprend toutes les dimensions du développement durable, c'est-à-dire la croissance économique inclusive, le progrès social, la lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques.

Les objectifs non encore atteints figureront à nouveau au programme, mais le véritable défi pour le cadre de développement de l'après-2015 est ailleurs. En effet, il s'agit de parvenir à un véritable programme universel où la durabilité et le respect des limites intrinsèques de la planète eu égard à l'environnement, au climat et aux richesses naturelles soient pleinement intégrés dans les ambitions socio-économiques. Ou mieux encore, où la préservation d'une planète vivable pour les générations à venir soit au cœur des préoccupations. ●



QUAND L'INDIGNATION S'EXPOSE !

Face aux dysfonctionnements du monde, l'indignation est une vertu salutaire. À condition qu'elle se mue en mobilisation, individuelle ou collective. Iles de Paix et le très liégeois Cupper Café proposent en ce mois de mars une expo sur le thème de l'indignation et, pour approfondir la question, deux soirées de débat et de partage d'expériences.

11>29
MARS
2015
CUPPER CAFÉ

EXPOSITION INDIGNATION

**RÉVOLTE, INDIGNATION
COLÈRE MOBILISATRICE CONTRE LES INJUSTICES
ET LES ATTEINTES À LA LIBERTÉ**



Le monde ne va pas bien ! Les atteintes à la dignité humaine sont nombreuses et se manifestent sous des formes extrêmement diverses. Certains se résignent, d'autres pas. Certains s'indignent, se révoltent, se mobilisent.

UNE EXPO « INTER-ACTIVE » !

C'est ce moment-là, celui de la nausée constructive, celui de la colère qui se transforme en action qu'entend mettre en valeur l'expo *Indignation*, à travers les œuvres d'artistes qui ont accepté de créer sur ce sujet brûlant une œuvre qui interpelle et suscite la réflexion.

Au cours de première soirée débat, Marc Jacquemain, professeur de sociologie à l'Université de Liège, s'est exprimé sur les ressorts de l'indignation collective.

La seconde a donné la parole à quelques acteurs engagés, comme Philippe Hensmans, directeur d'Amnesty International Belgique francophone. Pour eux, l'indignation est un adjuvant qui permet d'aller de l'avant, de demeurer sans cesse en éveil et en action. Ils ont témoigné de leur rapport personnel avec l'indignation, de la manière dont ils vivent « avec » et... l'entretiennent.

ÉVEILLER LES ARDEURS

L'organisation d'un tel événement entre dans une mission d'Iles de Paix, parfois méconnue, mais essentielle : l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Cette mission nous conduit chaque année dans des centaines de classes, pour sensibiliser les enfants et les jeunes aux

complexités et interconnexions du monde dans lequel ils vivent et au sein duquel ils peuvent jouer, s'ils en ont la volonté, tout leur rôle de citoyen.

Elle nous amène aussi à nous adresser, par les voies les plus diverses, au « grand public », tous âges et conditions sociales confondus, pour éveiller les esprits et les consciences. Forger, comme l'écrivait Dominique Pire, fondateur d'Iles de Paix, une opinion publique informée et agissante.

Cette expo *Indignation* s'inscrit tout à fait dans l'empreinte génétique d'Iles de Paix, dont le travail - et jusqu'à l'existence même - repose sur une indignation fondatrice et le refus du fatalisme.

Partenaire et hôte de l'opération, le Cupper Café est un bar, une galerie d'art, une salle de concert, mais encore et surtout une ASBL qui s'est donné pour mission de créer la rencontre et le dialogue entre Liégeois (les autres ne sont pas exclus !) de tous âges et de tous milieux (créatifs).

Rencontre et dialogue : c'est bien ce qu'entendent provoquer, par le biais de cet expo événement, Iles de Paix et le Cupper Café. Et, pourquoi pas aussi ?, quelques traces vivaces dans la vie de ceux qui la visiteront. ●

OÙ, QUAND, COMMENT ?

Le Cupper café est situé à Liège, 1, rue Saint-Barthélemy, à l'ombre de la collégiale du même nom. L'expo *Indignation* se déroule du 11 au 29 mars inclus. Elle est ouverte de midi à minuit. L'entrée est libre.



L'éloge de la colère par Arthur
Haulot > [www.ilesdepaix.org/
transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)



LUXEMBOURG Un logo géant... en modules !

Tout commence le 3 décembre dernier.

Appel téléphonique d'une société luxembourgeoise chargée d'organiser une fête du personnel dans le cadre de la fusion de quatre hôpitaux à Luxembourg. Ils ont proposé à leur client de « marquer le coup » en faisant un don à une association. Et ils ont choisi... Isles de Paix !

Le concept est de symboliser la fusion en construisant une immense sphère de 1.300 modules de 4 couleurs différentes.

Cette idée étant un rien surréaliste, la réflexion s'oriente, de fil en aiguille, vers une structure plus simple, mais tout aussi symbolique : la représentation du logo du client en 1.500 modules bleus et blancs. Quoique plus raisonnable, la mise en

œuvre de ce projet n'en reste pas moins une gageure au vu des éléments entrant en ligne de compte. La question suivante en témoigne : *Comment peut-on calculer la taille du logo, sachant que nous avons 1 500 modules ? Nous pensons réaliser une structure en fil de fer en premier lieu que nous habillerons avec les modules. Qu'en pensez-vous ?*

Ont-ils passé des nuits et des jours à se creuser les méninges autour d'une table remplie de modules ? Fait appel à une équipe d'ingénieurs ? Mis des dizaines de personnes à contribution ? L'histoire ne le dit pas. Quoiqu'il en soit, la fête a bien eu lieu mi-janvier et le logo en modules y était à l'honneur, comme le montre la photo.

En tout cas : respect pour cette œuvre ingénieuse !

Cette opération sympathique et originale aura, outre une visibilité hors du commun, rapporté la coquette recette de 953,90 € versée dans l'escarcelle de la campagne d'Isles de Paix.



2015

Année européenne

pour le développement

Pour la première fois, l'Union européenne a décidé de consacrer une Année européenne à son action extérieure en faveur des pays pauvres et au rôle qu'elle joue en faveur de leur développement. 2015 est donc officiellement l'Année européenne du développement. Il s'agit bien sûr de mieux faire connaître aux citoyens européens l'action de l'UE dans ce domaine et aussi d'en inciter davantage à s'engager dans des actions pour le développement.

Un sondage Eurobaromètre, réalisé en 2013, a montré que si 80 % des Européens considèrent que l'aide au développement est importante (et 60 % qu'il faudrait même la renforcer), la moitié ignore totalement en quoi consiste exactement cette aide, où et à quoi elle est affectée.

Un déficit d'information que les différents événements programmés cette année dans tous les pays de l'Union doivent contribuer à combler (suivre dans les prolongements Internet de ce numéro, le lien vers le site dédié à cette année).

Premier donateur mondial en matière d'aide au développement, l'Union européenne entend mettre en évidence le fait que la relation donateur-bénéficiaire laisse la place à un mode de coopération marqué par la responsabilité et l'intérêt mutuels. *Aider les pays en développement à bâtir des sociétés pacifiques et prospères n'est pas seulement une question d'équité. C'est également l'assurance d'un monde plus sûr, offrant davantage de débouchés économiques et commerciaux à l'Europe. Voilà qui a le mérite de la clarté !*

Le clin d'œil à l'Afrique du journal *Le Monde*

Le Monde propose sur son site Internet une brève vidéo qui entend montrer, en dix chiffres (qui pourraient vous surprendre), que l'Afrique n'est pas que le continent des mauvaises nouvelles et des infos déprimantes.

Certains de ces chiffres sont anecdotiques et d'autres, en apparence réjouissants (comme un taux de croissance économique élevé), n'indiquent pas une élévation du niveau de vie de l'immense majorité des populations. Si vous êtes curieux, jetez cependant un coup d'œil sur cette vidéo en suivant le lien que vous trouverez dans les prolongements Internet de ce numéro.

Le Monde

PÉROU

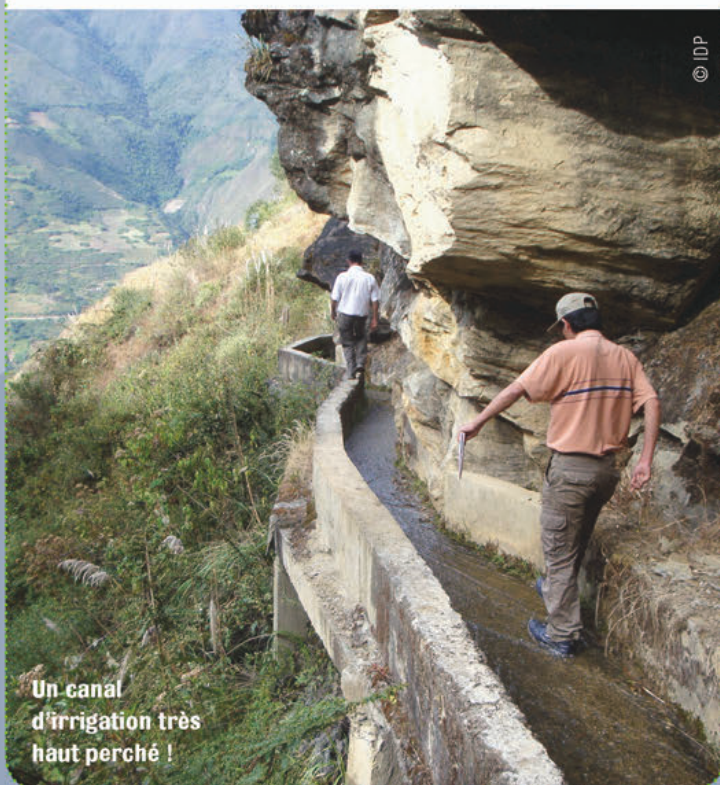
Un apport japonais de 85.00 €

La coopération japonaise au Pérou lance chaque année un appel à projet. L'année dernière, elle a invité Iles de Paix à prendre contact avec elle car elle cherchait un partenaire « de confiance » dans région de Huánuco.

Notre antenne péruvienne a, dans un premier temps, repris un projet d'agrandissement d'une école soumis par la Mairie d'une commune à la coopération japonaise. Demande de financement qui s'était un peu enlisée pour des raisons administratives, puis politiques (crainte d'une récupération de ce projet à des fins électorales). L'école sera finalement agrandie et les travaux commenceront prochainement.

Dans la foulée, Iles de Paix a soumis un de ses projets : la remise en état d'un canal d'irrigation dans la commune d'Umari. Cinq réhabilitations de canaux sont à notre programme, qui est cofinancé par la coopération belge. L'apport que le Japon a accepté de nous octroyer diminuera d'autant la quote-part en fonds propres d'Iles de Paix à ce programme.

L'accès à l'irrigation est un des éléments-clés pour une augmentation de la production agricole que nous soutenons à Umari, par la promotion d'exploitations familiales plus efficaces. Nous avons donc prévu de réhabiliter des canaux qui ne sont plus vraiment opérationnels et aussi de travailler avec les usagers sur la vaste question de la gestion de l'eau (installation de systèmes d'irrigation économes, choix de cultures moins exigeantes en eau, organisation des producteurs pour une meilleure gestion de cette ressource rare, etc.). Le canal financé par le Japon profitera à 79 familles et permettra une irrigation optimale, toute l'année, de 25 hectares.



Un canal d'irrigation très haut perché !

POUR UNE ÉCOLE MIEUX FINANCÉE ET DE MANIÈRE PLUS ÉQUITABLE



© Julie Dessart

Dans un rapport présenté lors du récent Forum économique de Davos, l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) appelle les gouvernements et les donateurs privés à investir davantage et de manière plus judicieuse (c'est-à-dire plus équitable) dans l'éducation.

Dans de nombreux pays, moins de ressources sont affectées à l'éducation des enfants des 20 % les plus pauvres de la population qu'à ceux des 20 % les plus riches – jusqu'à 18 fois moins dans certains pays. Et c'est dans les pays les plus pauvres que les disparités sont les plus fortes : 48 % des ressources pour l'éducation bénéficient directement aux 10 % des enfants des foyers les plus aisés, qui parviennent tout naturellement aux niveaux d'enseignement les plus élevés.

Alors même que le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école augmente chaque année - actuellement un milliard d'enfants en âge de recevoir une éducation primaire et secondaire de premier cycle -, les ressources publiques allouées au secteur diminuent, déplore l'Unicef.

Or, pour parvenir à une éducation de base universelle (2^e objectif du millénaire pour le développement), le monde devra scolariser 619 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030, soit 57 % de plus qu'aujourd'hui !



Les liens vers le site de l'Année européenne pour le développement, le rapport de l'Unicef sur l'éducation scolaire et la vidéo du Monde sur les chiffres qui font « chanter » l'Afrique > www.ilesdepaix.org/transitions

Merci !

TOUT SIMPLEMENT...



... AUX 40.000 BÉNÉVOLES ET AUX CENTAINES DE MILLIERS
DE SYMPATHISANTS QUI ONT MENÉ ET SOUTENU
LA CAMPAGNE D'ILES DE PAIX.